

Audit – Bureau d'Angers

4 rue Papiau de la Verrie
BP 70948
49009 Angers Cedex 01

T : +33 (0)2 41 66 77 88

www.bakertilly.fr

INITIATIVE MAYENNE

Association

Siège social : 12 Rue de Verdun – 53000 LAVAL

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

EXPERTISE - AUDIT - CONSEIL

SAS Baker Tilly STREGO exerçant sous le nom commercial de Baker Tilly est membre du réseau mondial Baker Tilly International Ltd., dont les membres sont des entités juridiques séparées et indépendantes.

Siège social : 4 rue Papiau de la Verrie – BP 70948 – 49009 Angers Cedex 01 – R.C.S Angers 063 200 885. Société inscrite à l'ordre des Experts-Comptables de la Région Pays de Loire et à la Compagnie Régionale des Commissaires aux Comptes Ouest Atlantique.



INITIATIVE MAYENNE

Association

Siège : 12 Rue de Verdun – 53000 LAVAL

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Assemblée générale d'approbation des comptes
de l'exercice clos le 31 décembre 2023

À l'Assemblée Générale de l'Association INITIATIVE MAYENNE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'Association **INITIATIVE MAYENNE** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2023**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

La note « Etat des provisions » de l'annexe indique la méthode de la provision pour prêt. Dans le cadre des évaluations significatives, nous avons procédé aux contrôles permettant de nous assurer de la pertinence de la méthode retenue. Nous avons également vérifié les calculs effectués afin de valider le montant de la provision inscrite au bilan.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport d'activité du Conseil d'Administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux Membres.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre Association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Angers,

Le Commissaire aux Comptes
Baker Tilly STREGO

Signé par

Fabrice BARRIER

Signature numérique de :
Fabrice BARRIER

Date : 28-05-2024 09:11

Lieu : ANGERS

33363735356234622d30326...

Fabrice BARRIER

COMPTES ANNUELS EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2023

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2023			31/12/2022
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	16 353	16 353		
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques, mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	21 439	5 062	16 378	900
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	271 461		271 461	271 461
	Prêts	3 998 716	272 252	3 726 463	3 855 038
	Autres immobilisations financières	912		912	912
	TOTAL (I)	4 308 881	293 667	4 015 214	4 128 310
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes	2 598		2 598	
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	94 365		94 365	99 151
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	644 005		644 005	435 888
	DISPONIBILITES	939 077		939 077	1 074 728
	Charges constatées d'avance	358		358	
	TOTAL (II)	1 680 403		1 680 403	1 609 767
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	5 989 283	293 667	5 695 617	5 738 077
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an				3 727 375	3 855 950
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	31/12/2022
Fonds associatifs	Fonds propres		
	Fonds associatifs sans droit de reprise	4 462 618	4 537 626
	<i>Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables</i>		
	Ecart de réévaluation		
	Réserves	230 994	241 686
	Report à nouveau		
	Résultat de l'exercice	(36 979)	(85 700)
	Total des fonds propres	4 656 632	4 693 611
	Autres fonds associatifs		
	Fonds associatifs avec droit de reprise		
	- Apports	953 216	959 222
	- Legs et donations		
	- Subventions d'investissements affectées à des biens renouvelables		
	Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
	Droits des propriétaires		
	Ecart de réévaluation		
	Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds associatifs	953 216	959 222
	Total des fonds associatifs	5 609 848	5 652 833
Provisions	Provisions pour risques	24 000	24 000
	Provisions pour charges		
	Total des provisions	24 000	24 000
Fonds dédiés	Sur subventions de fonctionnement		
	Sur dons manuels affectés		
	Sur legs et donations affectés		
	Total des fonds dédiés		
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	15 827	15 620
	Dettes fiscales et sociales	33 304	25 823
	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes	6 218	
	Produits constatés d'avance	6 420	19 800
	Total des dettes	61 769	61 243
	Ecart de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	5 695 617	5 738 077
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	(36 979,41)	(85 700,36)
	(1) Dont à moins d'un an	61 769	45 805
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

ENGAGEMENTS DONNES

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations	42 800	29 760
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service	29 210	22 558
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	236 245	212 785
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	24 859	21 806
	Utilisations des fonds dédiés		
	Autres produits	28 943	36 124
Total des produits d'exploitation		362 056	323 033
CHARGES D'EXPLOITATION	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	246	
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	172 173	184 438
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	767	561
	Salaires et traitements	161 561	122 431
	Charges sociales	49 677	35 520
	Dotation aux amortissements et dépréciations	1 600	1 007
	Dotation aux provisions		
	Reports en fonds dédiés		
	Autres charges		
Total des charges d'exploitation		386 024	343 958
RESULTAT D'EXPLOITATION		(23 967)	(20 925)

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2023

31/12/2022

RESULTAT D'EXPLOITATION		(23 967)	(20 925)
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	18 822	8 317
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges	102 594	117 577
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		121 417	125 894
CHARGES FINANCIERS	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	61 054	135 787
	Intérêts et charges assimilées	70 324	53 962
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières		131 377	189 749
RESULTAT FINANCIER		(9 960)	(63 856)
RESULTAT COURANT avant impôts		(33 928)	(84 780)
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	187	1 725
	Sur opérations en capital		
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		187	1 725
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	351	1 368
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		351	1 368
RESULTAT EXCEPTIONNEL		(164)	357
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		2 888	1 277
TOTAL DES PRODUITS		483 660	450 652
TOTAL DES CHARGES		520 640	536 353
EXCEDENT ou DEFICIT		(36 979)	(85 700)
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		73 920	76 524
Bénévolat		139 648	135 861
TOTAL		213 568	212 385
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		73 920	76 524
Personnel bénévole		139 648	135 861
TOTAL		213 568	212 385

Notre association Initiative Mayenne est l'une des 214 plateformes associatives réparties sur tout le territoire métropolitain et outremerin formant le réseau Initiative France, le premier réseau associatif d'accompagnement et de financement d'entrepreneurs. Notre réseau de service d'intérêt économique général se fixe comme mission de contribuer à la réduction de la fracture sociale et territoriale en se mettant à l'écoute et au service des entrepreneurs, des territoires et du développement de l'économie, de l'innovation, de l'emploi et de la cohésion sociale.

Au cœur de la raison d'être de notre association et de son réseau, figurent l'accompagnement et le financement de créateurs d'entreprise et d'entrepreneurs grâce à des prêts d'honneur personnels, sans intérêts et sans garantie permettant à ces derniers la mobilisation d'autres dispositifs -notamment bancaires- de soutien aux TPE et PME.

Pour réaliser sa mission, notre association s'appuie en particulier sur, d'une part, des collaborateurs professionnels compétents, et d'autre part, un réseau de bénévoles forts de leur expérience entrepreneuriale qui offrent aux porteurs de projets un accompagnement personnalisé, amont et aval au financement accordé par un comité d'agrément bienveillant regroupant des professionnels.

Notre association comme tout le réseau Initiative France est engagée dans un processus de qualité grâce à :

Une Charte d'éthique, un référentiel « métier », un système de qualification, une certification ISO 9001 de la tête de réseau, l'assistance de ses organisations régionales et des services de sa tête de réseau et du projet stratégique du réseau pour la période 2019-2022, la « promesse Initiative France »

Concrètement, sur l'exercice 2023, notre plateforme a étudié 397 dossiers, présenté au Comité d'agrément 187 projets dont 174 ont été validés et 170 ont obtenu un financement correspondant à 1 540 700 € prêts personnels accordés, 40 000 € d'avance remboursable et 772 800 € d'aide co-décidé IPDL et PTZ.

Informations sur les règles et méthodes comptables

Application des conventions générales

Justification des dérogations aux règles et méthodes comptables

Justification des méthodes retenues en cas de pluralités optionnelles

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et sont présentés conformément aux dispositions :

Du Plan Comptable Général : règlement ANC 2014-03 modifié par le règlement ANC 2015-06 du 23 novembre 2015 et le règlement ANC 2016-07 du 4 novembre 2016 de l'autorité des Normes Comptables (ANC)

Des normes comptables des personnes morales non commerçantes à but non lucratif : règlement ANC 2018-06 du 05 décembre 2018

Des normes comptables et financières spécifiques arrêtées par le réseau Initiative France pour donner suite à l'entrée en vigueur du règlement ANC 2018-06

Les comptes annuels sont établis avec sincérité dans le respect du principe de prudence et conformément aux hypothèses de base :

Permanence des méthodes sous les réserves 2022 mentionnées ci-après,

Indépendance des exercices

Continuité d'exploitation

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en Euros.

Le règlement ANC 2018-06 offre aussi certaines options de comptabilisation. Notre association a opté :

- Pour la comptabilisation des cotisations, l'option retenue est celle de comptabiliser en fonction de l'émission de l'appel de fonds et non sur la base des encaissements

Informations relatives au bilan

- Tableau de mouvement des immobilisations – Voir annexes

- Autres titres immobilisés

Ils correspondent à des parts sociales souscrites pour 271 461 € au 31/12/2023

Ils correspondent également à 912 € de dépôt de garantie pour PEPS 53 lié à l'association Mayage.

- Prêts (NIF et ANC 2018-06)

L'état des prêts décaissés à l'actif du bilan se présente ainsi :

Le montant brut des prêts décaissés au 31/12/2023 s'élève à un montant de 3 988 716 € contre 4 168 830 € au 31/12/2022.

- Tableau des amortissements – Voir annexe

- Tableau des provisions – voir annexe

• **Etat des provisions (NIF)**

12 prêts pour un montant de 26 087,16 € ont été repris pour être passés en perte
 56 prêts pour un montant de 76 507,29 € ont été repris sans être utilisés
 32 prêts pour un montant de 61 053,67 € ont été dotés

Un total de provision d'un montant de 272 252 € sur les 4 M€ de prêt en cours de remboursement

Les prêts sont provisionnés sur le montant net de garantie BPI selon la règle suivante :

Entreprise non active sans incident de remboursement : 25 %

Plus de 3 et jusqu'à 6 impayés : 50%

Plus de 6 impayés : 75%

En redressement judiciaire ou liquidation de bien : 100% (en cas de garantie BPI, 30 % pour les créations & 50 % pour les reprises)

En cas de cessation d'activité : 100%

- Tableau des créances – voir annexes

- Répartition de la trésorerie (NIF)

Au 31 12 2023, la trésorerie se décompose ainsi selon la méthode préférentielle préconisée par la Norme Initiative France :

Trésorerie au 31/12/2023	
trésor. sur le fonds de prêt	1 358 515 €
trésor. Fonctionnement	224 567 €
total	1 583 082 €

- Etat des dettes – voir annexes

Montant des engagements financiers (NIF)

Au 31/12/2023, le montant des prêts accordés par le comité d'agrément mais non décaissés n'est pas comptabilisé mais figure parmi les engagements hors bilan. Il s'élève au 31 12 2023 à un montant de 406 300 € pour 56 dossiers.

- Variation des fonds propres (ANC 2018-06 et NIF)

La variation des fonds propres sur l'activité prêt peut se résumer ainsi (NIF) :

Fonds de prêts sans droit de reprise au 31 12 2023 : 4 462 618 € soit une variation de – 75 008 € par rapport à l'exercice précédent

Fonds de prêts avec droit de reprise au 31 12 2023 : 953 216 € soit une variation de – 6 006 € par rapport à l'exercice précédent

La quote-part des fonds propres, affectable au fonctionnement de la plateforme, se présente ainsi (NIF) :

Réserves	31 12 2023
fonctionnement	montant
réserves	230 994 €
report à nouveau	0 €
sous-total	230 994 €
résultat fonctionnement	- 6 427 €
total	224 567 €

Les ressources de fonds de prêts octroyés dans le cadre des prêts d'honneur accordés par l'association sont enregistrées dans les comptes d'apports avec ou sans droit de reprise ou d'emprunts selon les obligations conventionnelles.

Les pertes et dépréciations constatées lors de l'exercice précédent sur les prêts d'honneur ont fait l'objet d'une décision de l'Assemblée Générale annuelle et doivent être imputées pour un montant équivalent des dépréciations et pertes de l'actif immobilisé au niveau des apports et emprunts qui les ont financés, dans des comptes spécifiques, apparaissant en négatif des postes du bilan passif.

Les pertes et dépréciations sont réparties au pourcentage du point des apports avec ou sans droit de reprise ou emprunts sur le total des ressources de fonds de prêts disponibles par type de prêts.

Droit de reprise ou sans	Répartition des fonds par territoire 2023							
	Organisme	Dotation réelle	Dotation compte (hors perte)	PASSIF		ACTIF		
				Dont perte avant 2023	Perte 2023	Encours réel	Solde par territoire	Engagés non décaissés
sans	BOCAGE MAYENNAIS	101 539	153 726	52 187	3 763	150 014	52 237	17 400
sans	CHÂTEAU-GONTIER	203 938	275 945	72 007		317 480	113 542	20 800
sans	COEVRONS	309 697	376 089	66 392	1 510	221 635	86 551	10 000
sans	CRAON	128 494	152 724	24 230	142	275 508	147 156	10 100
sans	ERNEE	121 855	158 712	36 857	6 550	224 576	109 270	33 100
sans	LAVAL LOIRON	706 394	920 515	214 121	26 352	961 576	281 534	84 800
sans	MAYENNE	300 772	356 260	55 488	2 966	239 450	58 356	38 700
sans	MESLAY-GREZ	85 727	94 583	8 856	50	78 492	7 185	14 000
sans	LE MONT DES AVALOIRS	158 226	187 255	29 029		165 314	7 088	3 400
sans	REGION DES PAYS DE LA LOIRE	664 320	664 320	-		-	664 320	
sans	FONDS NON AFFECTES (BPO)	8 000	8 000	-		-	8 000	
TOTAL	PRÊT LOCAUX CREATION REPRISE	2 788 963	3 348 129	559 166	41 334	2 634 044	113 585	232 300
sans	REGION DES PAYS DE LA LOIRE	580 330	580 330					
sans	FONDS PROPRES	15 245	15 245					
sans	PARTENAIRES BANCAIRES	114 535	114 535	64 128		484 228	389 903	105 000
avec	PARTENAIRES BANCAIRES (Caisse Epargne)	43 750	43 750					
sans	FONDS DEPARTEMENTAL	120 271	184 399					
TOTAL	PRÊT DEPARTEMENTAUX	874 131	938 259	64 128	-	484 228	389 903	105 000
sans	FONDS PROPRE	300 000	300 000				300 000	
TOTAL	PRET IMPACT	300 000	300 000	-	-	-	500 000	-
sans	COLLECTIVITES & CG 53	472 806	642 626	169 820	28 990			
avec	CDC	278 881	350 000	71 119		424 104	298 593	50 000
TOTAL	PRÊT INNOVATION	751 687	992 626	240 939	28 990	424 104	298 593	50 000
sans	Fonds propres & collectivité	146 807	146 807					
avec	CDC	115 000	115 000			80 599	273 171	19 000
avec	REGION DES PAYS DE LA LOIRE	91 963	91 963					
TOTAL	PRÊT CROISSANCE	353 770	353 770	-	-	80 599	273 171	19 000
sans	FONDS PROPRES	149 812	192 315	42 503				
avec	REGION DES PAYS DE LA LOIRE	229 203	243 643	14 440		375 790	203 651	
avec	CG 53 (dt cout fonctionnement)	130 240	214 413	84 173				
avec	CDC	70 186	90 000	19 814				
TOTAL	PRÊT DEVELOPPEMENT	579 441	740 371	160 930	-	375 790	203 651	-
sans	Collectivité et CD 53	108 953	386 922	277 969		-	108 953	
	FONDS DE PRÊT SCOP	108 953	386 922	277 969	-	-	108 953	
	CUMUL PERTES FDS DE PRÊT	21 311	21 311	21 311			21 311	
	TOTAL DES FONDS	5 735 634	7 060 077	1 324 443	70 324	3 998 766	1 666 544	406 300

- Montant des apports non encaissés (NIF)

Au 31/12/2023, le montant des apports en fonds de prêt accordés mais non encore encaissés à l'actif du bilan s'élève 406 300 €.

Informations relatives aux comptes de résultat

Le règlement ANC 2018-06 demande des informations complémentaires dans l'annexe portant notamment sur :

- Le montant des concours publics et des subventions reçues par l'entité par nature de concours ou subventions et par catégories d'autorités publiques (ANC 2018-06)

- Les contributions en nature : modalités de recensement, de quantification et de valorisation (ANC 2018-06)

- Montant des concours publics et subventions reçues (ANC 2018-06)

	2023			2022		
concours publics	concours	subventions	subventions	concours	subventions	subventions
subventions	publics	exploit.	investis.	publics	exploit.	investis.
Union Européenne						
Etat		67 727 €			27 200 €	
Conseil Régional		55 000 €			65 000 €	
Intercommunalités	113 040 €			114 840 €		
autres						
total	113 040 €	122 727 €		114 840 €	194 440 €	

Les frais engagés par les bénévoles dans le cadre de leur activité de bénévolat sont enregistrés dans les comptes de charges correspondant à leur nature sur la base des dépenses réelles et justifiées et récapitulées dans une note de frais. La renonciation au remboursement de frais par le bénévole est matérialisée sur la note de frais produite par le bénévole et est comptabilisée en dons manuels (compte 75412 abandon de frais par les bénévoles).

L'abandon de frais ne constitue pas une contribution volontaire en nature.

- Décomposition du compte de résultat par activité (NIF)

2023				
	total	fonctionnement	prêts	Autres activités
produits exploitation	362 056	337 197	24 859	
charges exploitation	386 024	359 325	26 699	
<i>résultat exploitation</i>	-23 968	-22 128	-1 840	
produits financiers	121 416	18 822	102 594	
charges financières	131 377	0	131 377	
<i>résultat financier</i>	-9 961	18 822	-28 783	
<i>résultat courant</i>	-33 929	-3 306	-30 623	
produits except.	187	118	69	
charges except.	351	351	-	
<i>résultat exceptionnel</i>	- 164	-233	69	
<i>impôt sur les sociétés</i>	2 888	2 888		
<i>résultat net</i>	-36 981	-6 427	-30 554	

Contributions en nature (ANC 2018-06)

<i>Produit</i>	
dons en nature	0 €
prestation en nature	73 920 €
bénévolat	139 648 €
total	213 568 €
<i>charges</i>	
secours en nature	0
màd gratuite de biens	0
commodat (prêt)	0 €
prestation en nature	73 920 €
personnel bénévole	139 648 €
total	213 568 €

Le bénévolat est quantifié grâce :

- le bénévolat des parrains est évalué sur la base de 6 rencontres tous les deux mois de 2 h – 54 parrainages étaient en cours en 2023.

- aux feuilles de présences remplies lors des différentes réunions comme les réunions des comités d'agrément,

La valorisation du bénévolat au titre des activités de l'exercice fait l'objet d'une estimation de 1 545 heures consacrées par les bénévoles à des comités d'agrément et 782 heures au titre du parrainage. La valorisation de ce bénévolat à un taux horaire moyen de 60 €/heure correspond à un montant de 139 648 €.

La prestation en nature est quantifiée ainsi :

L'évaluation des prestations est effectuée à partir des conventions mise en place avec les EPCI de la Mayenne.

Pour les mises à disposition de personnel, celles-ci doivent être identifiées comme des prestations en nature 2 640 heure à 28 € de l'heure.

- Effectif moyen (ANC 2014-03 et NIF)

L'effectif moyen est exprimé en ETP (équivalent temps plein) et comprend les mises à disposition des personnes et les bénévoles concourant à l'activité.

effectif	
cadres	1
non cadres	4
<i>sous total</i>	5
personnel m-à-d facturé	0.20
personnel m-à-d CVN	1.8
sous-total	
bénévolat	
total général	7

-Honoraires du commissaire aux comptes (ANC 2014-03 et NIF)

honoraires CAC	31 12 2023
certification des comptes	3 200 €
autres missions	
total	3 200 €

- Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants, bénévoles et salariés

Les fonctions des membres du bureau ne sont pas rémunérées. La rémunération des organes de direction n'est pas fournie car cela conduirait indirectement à communiquer une rémunération individuelle.

Immobilisations

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2023
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Viremt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Autres	16 353					16 353
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 353					16 353
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre						
	sur sol d'autrui						
	instal. agencet aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers						
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	6 837		17 079		2 476	21 439
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations grévées de droits						
	Immobilisations corporelles en cours						
Avances et acomptes							
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		6 837		17 079		2 476	21 439
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	271 461					271 461
	Prêts et autres immobilisations financières	4 169 743		1 465 900		1 636 015	3 999 628
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	4 441 204		1 465 900		1 636 015	4 271 089
TOTAL		4 464 393		1 482 978		1 638 491	4 308 881


Amortissements

Etat exprimé en euros


		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2023
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Autres	16 353			16 353
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16 353			16 353
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers				
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	5 938	1 600	2 476	5 062
	Emballages récupérables et divers				
	Immobilisations grevées de droits				
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	5 938	1 600	2 476	5 062
TOTAL		22 290	1 600	2 476	21 414

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2023
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges	24 000			24 000
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires				
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
	Autres				
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	24 000			24 000
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations 	313 793	61 054	102 594	272 252
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients				
	Autres				
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	313 793	61 054	102 594	272 252
TOTAL GENERAL		337 793	61 054	102 594	296 252

Dont dotations et reprises


 - d'exploitation
 - financières
 - exceptionnelles

61 054

102 594

Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2023	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts	3 998 716	3 998 716	
	Autres immobilisations financières	912	912	
	Clients douteux ou litigieux			
	Autres créances clients			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés			
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux			
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés			
	Divers	77 330	77 330	
	Groupe et associés			
	Débiteurs divers	17 035	17 035	
	Charges constatées d'avance	358	358	
	TOTAL DES CREANCES	4 094 350	4 094 350	
Prêts accordés en cours d'exercice		1 465 900		
Remboursements obtenus en cours d'exercice		1 636 015		
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2023	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	15 827	15 827		
	Personnel et comptes rattachés	15 924	15 924		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	14 193	14 193		
	Impôts sur les bénéfices	2 888	2 888		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	299	299		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Groupe et associés				
	Autres dettes	6 218	6 218		
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	6 420	6 420		
	TOTAL DES DETTES	61 769	61 769		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

